



**Veillez envoyer vos observations sur ce dossier au:**

Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation"  
Overseas Development Institute  
Regent's College  
Inner Circle  
Regent's Park  
Londres NW1 4NS  
Royaume Uni

Une copie sera envoyée à l'auteur.

**Certaines observations seront publiées dans le Bulletin d'Information.**

**ISSN:** 1353-8705

© Overseas Development Institute, London, 1995.

Des photocopies de tout ou partie de la présente publication sont autorisés, dans la mesure où la source d'information est mentionnée. Toutefois, la documentation du réseau reproduite en grand nombre, doit être référée à l'ODI qui en détient les droits d'auteurs. Le coordinateur du Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation" serait reconnaissant d'être informé de tout usage de la documentation du réseau aux fins de la formation, de la recherche ou aux fins de la conception, mise en application ou évaluation de programmes.

# **Cibler les Pauvres dans le Nord de l'Irak**

## **Le Rôle des Méthodes de Recherche Formelles et Informelles dans les Opérations d'Aide d'Urgence**

Patrick Ward\* and  
Martin Rimmer\*\*

---

### **Table des Matières**

	<b>Page</b>
1. Introduction	1
2. La collecte de données	6
3. L'analyse et les résultats	15
4. Les implications pour les orientations de la politique générale	29
5. Les méthodes de recherche formelles par opposition aux méthodes informelles	36
6. Conclusion	43
Références	45
Annexe 1 : Questionnaire	47
Annexe 2 : Les unités de consommation et le seuil de pauvreté absolue	57

---

\* *Patrick Ward* est un démographe au Centre for Population Studies, London School of Hygiene and Tropical Medicine. Il s'intéresse entre autres à l'application des méthodes d'enquête à l'étude de variables démographiques et d'autres indicateurs de bien-être.

\*\* *Martin Rimmer* est un Chercheur du Programme de Recherche sur la Pauvreté et la Politique Sociale du Groupe d'études alimentaires de l'Université d'Oxford (Queen Elizabeth House, Oxford). Economiste, il concentre ses efforts de recherche sur les mécanismes de transfert de revenu, le ciblage et les filets de sécurité sociale.



# **Cibler les pauvres dans le nord de l'Irak : le rôle des méthodes de recherche formelles et informelles dans les opérations d'aide d'urgence**

## **1. Introduction**

### **Les méthodes de recherche formelles et informelles**

Ce document se propose d'examiner l'utilité pour les opérations d'aide d'urgence des techniques formelles et quantitatives de collecte de données, grâce à l'étude d'une enquête menée dans le nord de l'Irak. Le terme "formel" s'applique aux enquêtes par questionnaire sur les ménages à partir de techniques d'échantillonnage représentatif en termes statistiques. Par contraste, les méthodes informelles utilisent un échantillonnage non aléatoire et des entretiens moins structurés (ou pas d'entretiens du tout) afin de rassembler des informations sur le thème d'intérêt. Les méthodes accélérées de recherche rurale (MARR) incarnent ces approches informelles. Ces méthodes sont devenues de plus en plus populaires ces dernières années et sont actuellement utilisées aussi bien par des chercheurs universitaires que par des agents de développement. Dans de nombreux milieux, les méthodologies formelles sont considérées démodées et font l'objet de beaucoup de critiques. L'on prétend souvent que les enquêtes par sondage sont coûteuses, manquent de souplesse et sont trop longues à dépouiller. Par ailleurs, certains affirment qu'elles produisent des résultats trompeurs : les vérifications par recoupement révélant parfois que les conclusions véhiculent de grosses erreurs.<sup>1</sup> Ce document prétend que les techniques formelles d'enquête ne présentent pas forcément ces inconvénients. De plus, lorsqu'il s'agit de préparer des estimations quantitatives des paramètres de distribution, rien ne remplace les enquêtes formelles par sondage.

Les enquêtes formelles servent fréquemment à collecter des données au niveau micro et ont un intérêt tout particulier lorsqu'il s'agit d'obtenir des informations sur les ménages. A titre d'exemple, les enquêtes sur le niveau de vie sont utilisées couramment dans les pays en voie de développement afin d'examiner la prédominance et l'intensité de la pauvreté, aussi bien que les caractéristiques socio-

---

<sup>1</sup> Il existe maintenant une documentation importante au sujet de la MARR/MARP. Voir Chambers (1983) pour la discussion des défauts des techniques formelles de recherche. Voir Kumar (1993) pour une description des possibilités de la MARP.

économiques des pauvres. Les enquêtes par questionnaire permettent d'établir des comparaisons entre les ménages selon la région, la période ou groupe social. Les enquêtes formelles présentent l'avantage évident de permettre de généraliser au sujet de la population dans son ensemble, à condition d'identifier convenablement l'échantillon. Ceci n'est pas le cas des échantillons auto-sélectionnés ou intentionnellement choisis.

Les enquêtes par sondage facilitent le ciblage des programmes de transfert de ressources dans le cadre des opérations d'aide d'urgence. Les décideurs ont besoin d'estimations du nombre de ménages pauvres au sein de la population dans son ensemble et de sous-groupes spécifiques, ce que les méthodologies formelles sont en mesure d'assurer. Ces méthodologies permettent également l'identification du groupe cible d'un programme et le suivi de la précision du ciblage. A titre d'exemple, lors d'une opération d'aide d'urgence, il importe de disposer du nombre estimé de personnes touchées par un événement particulier qui auront éventuellement besoin d'aide. Pendant un programme, il faut disposer d'estimations fiables de la couverture afin de pouvoir évaluer l'intervention.

Les enquêtes par questionnaire présentent, toutefois, quelques inconvénients. Mal gérées, elles peuvent s'avérer excessivement coûteuses, le dépouillement et l'analyse prenant des années. Dans un tel cas, elles sont peu utiles aux décideurs. Certains prétendent que la méthodologie elle-même est foncièrement imparfaite. Robert Chambers a formulé des critiques incisives au sujet des méthodologies formelles :

En ce qui concerne notamment le développement rural, les professionnels de l'extérieur ont suivi deux modes d'apprentissage : le tourisme du développement rural, visites rurales brèves et entachées d'erreurs systématiques, où l'on présente au visiteur une réalité soigneusement étudiée afin de créer une bonne impression ; ou les enquêtes par sondage sur une grande échelle qui rassemblent et compartimentent la réalité des enquêtés selon les catégories et les intérêts du chercheur. Aussi bien le tourisme du développement rural que les enquêtes massives par questionnaire induisent souvent en erreur. *La solution envisagée est l'adoption de modes*

*participatifs d'analyse et de partage des connaissances, comme dans le cas de la recherche participative en milieu rural (Chambers 1994).*

L'on prétend que les techniques de la MARP établissent un processus de communication plus révélateur que les entretiens structurés à partir de questionnaires. A titre d'exemple, en ce qui concerne les recherches sur la pauvreté, CHAMBERS (1988) prétend que les méthodologies formelles qui mettent l'accent sur les apports de revenu ou la consommation ne saisissent qu'une dimension de la pauvreté. Les études du seuil de pauvreté utilisent des hypothèses et des indicateurs venus de l'extérieur. La MARP permet de consulter les pauvres eux-mêmes quant à leurs propres perceptions du bien-être. Elle indique que les perceptions qu'ont les pauvres de la pauvreté vont au-delà du seul critère du seuil de pauvreté. Par ailleurs, il arrive que les enquêtes formelles nous donnent très peu d'information sur les processus d'appauvrissement.

Dans ce document, une étude de cas du nord de l'Irak sert à démontrer le rôle que peut jouer une enquête formelle sur les ménages dans le ciblage d'un programme d'aide d'urgence. L'enquête, peu coûteuse, a porté sur des thèmes étroitement définis et a été dépouillée rapidement. Des techniques informelles et qualitatives ont été utilisées auparavant pour établir les paramètres de l'enquête par sondage. Les antécédents de l'enquête en Irak sont décrits ci- après. Le chapitre suivant examine la collecte de données et l'échantillonnage. Le troisième chapitre présente un résumé des résultats de l'enquête, le quatrième chapitre se concentrant sur les implications principales pour les orientations de la politique générale. Le cinquième chapitre considère les techniques formelles et informelles à la lumière de l'étude de cas. Le sixième chapitre présente les conclusions.

### **Cibler l'assistance de base dans le nord de l'Irak**

Les antécédents du programme d'aide dans le nord de l'Irak sont bien documentés ailleurs (voir par exemple Keen, 1993). Le gouvernement irakien (GI) avait ébranlé

l'économie rurale de la région par la réinstallation forcée de la population kurde dans des villages collectifs, créant une dépendance vis-à-vis de l'aide étatique. La guerre dans le Golfe a provoqué le soulèvement des Kurdes en 1991, suivi des représailles du GI et de la fuite d'une grande partie de la population vers les frontières turques et iraniennes. La plupart de ces gens sont rentrés suite à l'offre de protection sous forme de couverture aérienne de la part des alliés occidentaux. En octobre 1991, le GI a retiré ses forces des trois provinces septentrionales et la région qu'il a quittée a pu établir une autonomie fragile. Le GI a également fait le blocus économique de la région, qui souffre donc aussi bien de l'embargo de l'ONU sur l'ensemble de l'Irak que d'un embargo interne.

La distribution alimentaire dans le nord de l'Irak date d'avant le soulèvement. Au début de la guerre avec l'Iran une décennie plus tôt, le GI a commencé à distribuer des vivres dans le pays entier. Ce système fournit des rations alimentaires mensuelles, à des prix fortement subventionnés, aux ménages inscrits auprès du Département alimentaire. Les vivres sont distribuées par l'intermédiaire d'agents, avec lesquels chaque famille doit être inscrite. Dreze et Gazdar (1992), lors d'une étude sur la faim et la pauvreté en Irak suite à la guerre du Golfe, ont qualifié le programme de distribution publique d'exemplaire en termes de couverture, d'équité, d'efficacité et de contribution aux besoins nutritionnels de la population.

Pendant une courte période après le soulèvement, le GI a continué à fournir des rations au Nord sur une échelle importante (Keen, 1993). Depuis l'imposition du blocus en 1992, il a toutefois réduit progressivement la quantité de vivres mise à la disposition des agents alimentaires dans le nord de l'Irak. L'impact de la réduction des rations a été considérable et ce pour deux raisons. Premièrement, les efforts soutenus du gouvernement irakien pour détruire les petites fermes avaient déjà réduit la production vivrière dans la région. Deuxièmement, la crise économique précipitée par les sanctions commerciales internationales et internes, accompagnée du bouleversement provoqué par la guerre du Golfe et le soulèvement successif, a eu pour conséquence une spirale inflationniste et un effondrement de la capacité des ménages d'acheter des vivres. Les salaires des fonctionnaires, qui constituent 45 pour cent environ de la population active dans le nord de l'Irak, sont actuellement en dessous du seuil de subsistance. Les



versements de pensions dans le Nord ont également cessé.

Afin de faire face à l'effondrement du pouvoir d'achat des ménages, les organismes des Nations-Unies ont commencé à distribuer de l'aide alimentaire à travers le système d'agents alimentaires créés par le GI dans le Nord. En 1992, le programme a été remis au Programme alimentaire mondial (PAM), qui fournit environ les deux tiers de l'aide alimentaire distribuée par l'ONG CARE. D'autres quantités importantes sont fournies par le Croissant rouge turc (CRT) et toute une série d'autres ONG, le reste provenant du Département alimentaire du GI. L'aide alimentaire a été distribuée à toute une série de bénéficiaires. En plus de certaines distributions générales, les résidents des villages collectifs ont été ciblés par le PAM. Sont également ciblées les familles déplacées qui ont quitté la zone contrôlée par le GI pour se rendre dans la région autonome. Une partie de l'aide alimentaire est dirigée sur des institutions telles que les hôpitaux, une autre partie a servi d'incitation à travailler pour les enseignants et autres fonctionnaires. En plus de l'aide alimentaire, le pétrole pour le chauffage et la cuisine a fait partie du programme d'assistance de base. Il a été distribué à la population en prévision de l'hiver en 1992/3, 1993/4 et 1994/5.

Le programme n'a pas manqué d'attirer des critiques. D'après Keen (1993), il aurait été doté de fonds insuffisants, mal ciblé et peu soucieux de la réhabilitation. Les bailleurs de fonds sont accusés de préférer des opérations d'urgence "vedettes" aux dépens du travail de développement, notamment la réhabilitation agricole. Des programmes alimentaires ont été entrepris par l'ONU sans indication réelle de l'identité de la population cible ni de comment la cibler. Keen conclut : "Si l'ONU s'intéressait vraiment à cibler les plus pauvres, il serait raisonnable d'exiger davantage d'informations sur les modalités prévues". C'est dans ce contexte que l'enquête utilisée pour l'étude de cas a été commandée par l'ODA (Coopération britannique).

## **2. La collecte de données**

### **Objectifs**

L'enquête sur les ménages a été menée dans le nord de l'Irak afin d'obtenir des informations pour le programme d'assistance de base. Plus spécifiquement, les informations collectées devaient permettre d'identifier la situation et les caractéristiques des ménages plus pauvres. L'identification de ces groupes devait améliorer le ciblage de l'aide alimentaire et, le cas échéant, le programme de distribution de pétrole. L'enquête visait également à fournir aux décideurs des informations concernant le niveau global de pauvreté au sein de la population. Ces informations ont été rassemblées au moyen d'une enquête à phase unique sur les ménages, qui a permis de collecter des données sur les dépenses des ménages et plusieurs autres variables socio-économiques.

### **Les données collectées**

Un questionnaire a été mis au point pour rassembler des informations sur une série de variables, dont une grande partie avait été identifiée précédemment pendant la première phase du projet, lorsqu'une équipe avait rassemblé des informations concernant la situation de sécurité alimentaire (Silva-Barbeau *et al.*, 1994). Les méthodes informelles ont joué un rôle important lors de ce premier stade des recherches. Des entretiens semi-structurés et non structurés ont été menés avec une série d'informateurs, dont des membres du personnel des organismes de l'ONU, d'autres organisations internationales et d'ONG locales, ainsi que des représentants du gouvernement régional et des membres d'institutions académiques et de groupes locaux. Les informateurs clefs sont issus de différentes communautés, y compris des villages collectifs et réinstallés, des camps de réfugiés, des bidonvilles et des quartiers pauvres des grandes villes. De tels entretiens ont également été menés avec des ménages de différents niveaux socio-économiques, avec les mères d'enfants inscrits aux programmes d'alimentation thérapeutique et avec des femmes attendant de recevoir une aide alimentaire. A partir de ces informations, l'équipe a identifié les différents aspects du cycle d'appauvrissement touchant de nombreux ménages, ainsi que les stratégies qu'ils utilisaient afin d'en atténuer les effets. Des indicateurs susceptibles de distinguer les ménages les plus pauvres et vulnérables ont été suggérés et les types de ménage courant les plus grands risques ont été identifiés. Il a été décidé de mener une enquête sur les ménages afin de quantifier le nombre et la distribution des ménages pauvres et vulnérables.

Les variables identifiées par Silva-Barbeau *et al* (1994) ont été peaufinées pendant l'élaboration et les tests préalables du questionnaire (Omer-Mukhier, 1994). Des discussions ont été menées avec des groupes sélectionnés afin de cerner les variables les plus utiles. Les trois discussions ont eu lieu dans un village collectif, un quartier pauvre d'une grande ville et un village rural respectivement, avec un groupe mixte, un groupe exclusivement féminin et un groupe exclusivement masculin. Elles ont permis d'identifier le regroupement le plus approprié des questions, y compris les catégories pour le regroupement des postes de dépenses. Les éléments dont l'importance serait probablement limitée ont été identifiés et exclus du questionnaire. Ceci a ramené à 27 le nombre de catégories, réduisant ainsi la pénibilité de la tâche pour les sondés et le temps nécessaire pour chaque entretien. Le regroupement des sources de revenu, notamment les sources qui semblaient d'être marginales ou impossibles à soutenir, a été établi de la même façon. Les discussions ont également identifié les personnes les plus appropriées à interroger et la durée idéale de la période de référence pour chaque élément. Un questionnaire a pu ainsi être élaboré en anglais (voir Annexe 1), puis traduit en arabe, langue parlée par tous les enquêteurs. La traduction a été vérifiée lors de discussions ultérieures avec d'autres personnes parlant les deux langues. Compte tenu du conflit existant à l'époque, l'essai préalable du questionnaire a été limité à une seule communauté. Les enquêteurs ont mené les entretiens dans le dialecte approprié de kurde, ou assyrien le cas échéant.

Des informations ont été rassemblées au sujet des différents individus au sein du ménage et sur chaque ménage dans son ensemble. Des données ont été obtenues sur tous les membres des ménages enquêtés. Une femme adulte, généralement l'épouse du chef ou le chef féminin du ménage, a été interrogée de préférence, parce qu'elle aurait le plus de connaissances sur la consommation et dépenses du ménage. Les essais préalables ont permis de constater l'intérêt d'assurer la présence d'un maximum de membres du ménage pendant l'entretien. Les agents de terrain ont été encouragés à prendre des dispositions dans ce sens chaque fois qu'ils en avaient la possibilité; toutefois la présence d'une seule femme mariée faisant partie du ménage était jugée suffisante pour mener un entretien.

L'âge, le sexe et l'activité de chaque membre du ménage ont été notés. La question

concernant l'activité a distingué plusieurs catégories d'activités menées pendant le mois précédant l'entretien, y compris le travail à l'extérieur du ménage, l'agriculture, les travaux ménagers et les études, ainsi que le chômage et la retraite. Le poids et la taille des femmes adultes non enceintes ont été mesurés. Les femmes ont été sélectionnées parce que l'on s'attendait à ce que la plupart d'entre elles soient à la maison pendant la journée, tandis que les hommes seraient plus probablement absents, les indicateurs étant ainsi plus prédisposés aux erreurs systématiques de sélection. La possibilité d'un impact disproportionné sur la consommation alimentaire des femmes d'une réduction de la disponibilité alimentaire au niveau du ménage a également été envisagée, car cette situation existe chez d'autres populations (Dreze et Sen, 1989). La marge d'exactitude a été de 0,5 kilos pour la mesure du poids et de 0,1 centimètre pour la taille. Au moment du pesage, les femmes ont porté la robe d'été kurde qu'elles portent d'habitude, ayant été priées d'enlever tout autre vêtement ainsi que leurs chaussures. Le poids moyen d'une robe de ce genre a été soustrait lors de l'analyse des données afin d'estimer le poids réel. Les mesures anthropométriques des enfants n'ont pas été prises, en partie pour des raisons de logistique et en partie parce que les mesures anthropométriques des enfants témoignent aussi bien de maladies infectieuses que de la disponibilité alimentaire au sein d'un ménage.

La propriété du logement et la source d'eau potable ont fait partie des données de base collectées sur les ménages. Ceux-ci ont été classés selon la situation de migration, afin de distinguer quelques groupes à haut risque. Les catégories suivantes ont été distinguées : les ménages déplacés - c'est-à-dire ceux qui avaient quitté la zone au Sud de la ligne convenue avec le GI, sous-divisés en fonction de la date de départ, c'est-à-dire avant ou après octobre 1991 ; les rapatriés ; les ménages qui s'étaient réinstallés dans des villages qui avaient été détruits ; et les autres. Des informations ont été rassemblées concernant les dépenses de consommation de l'ensemble du ménage, en anciens dinars irakiens. Des informations ont été demandées sur les dépenses consacrées à des articles plus importants pendant les trois derniers mois, à la nourriture et aux articles moins importants pendant les deux semaines passées et à certains articles intermédiaires pendant le mois passé. Le questionnaire devait couvrir tous les principaux postes de dépense du ménage. Les données sur les dépenses ne distinguent pas les

dépenses assurées à partir de sources durables et non durables. Une question supplémentaire concernant les sources de revenu du ménage, classées selon l'ordre d'importance, a permis d'obtenir des précisions à ce sujet. Les différentes catégories étaient : l'emploi rémunéré, le travail non salarié en dehors de l'agriculture, l'agriculture et une série de sources de revenu jugées peu durables ou relativement précaires, telles que la dépendance vis-à-vis de transferts de la part de parents et de non parents (séparément), les emprunts chez des non parents, l'épargne et la vente de biens et d'appareils ménagers.

Des informations ont été également rassemblées sur la consommation de céréales de base - blé, orge et riz - et sur la consommation de produits animaux. Ceci a permis d'ajouter aux dépenses de consommation déjà notées la valeur de ces produits s'ils faisaient partie de la production familiale. Les données sur la consommation ont également permis d'établir des critères alternatifs de pauvreté, pour une grande partie indépendants des données sur les dépenses. La consommation d'orge avait été identifiée comme indicateur de pauvreté et la consommation de quantités importantes de riz comme indicateur de richesse relative. Des informations concernant les stocks céréaliers des familles et les changements de l'alimentation du ménage pendant l'année précédente ont également été collectées, en tant qu'indicateur éventuel de vulnérabilité. Les ménages ont également rendu compte de l'aide alimentaire reçue pendant les trois derniers mois pour tous les principaux produits d'aide alimentaire.

### **L'échantillonnage**

La méthode de sondage a été l'échantillonnage stratifié en grappe à deux étapes. La population du nord de l'Irak a été divisée entre les trois gouvernorats, dont chacun a été divisé en quatre couches : les grandes villes - les centres urbains de la province ; les villes - selon la classification locale avec une population de plus de 5.000 habitants ; les villages collectifs ; d'autres villages. Dans le gouvernorat de Suleymaniyah, un échantillon de personnes déplacées a également été sondé en tant que cinquième couche séparée.

Les unités primaires d'échantillonnage pour toutes les couches sauf les villages

ruraux étaient les agents alimentaires, c'est-à-dire des agents desservant plusieurs familles, généralement 150 environ, dans leur zone. Les agents disposent de listes des ménages desservis ; la couverture du système d'agents alimentaires est presque totale, pratiquement toutes les familles ayant un agent. Des listes d'agents, accompagnées du nombre de familles desservies, ont été compilées pour chaque sous-groupe. Les échantillons d'agents ont été prélevés par la suite, la probabilité étant proportionnée aux dimensions, c'est-à-dire au nombre de familles desservies. Un échantillon de six ménages a été prélevé de la liste de familles d'agents sélectionnés. Les ménages en dehors de chaque zone définie - par exemple en dehors de la ville si l'agent faisait partie de l'échantillon prélevé dans la couche des villes - n'ont pas été visités, parce qu'ils appartenaient, à proprement parler, à une autre couche ; un remplacement a été choisi. Ces ménages se trouvent généralement dans des villages ruraux, où l'échantillonnage a été effectué selon une stratégie alternative, parce qu'il arrive que les familles soient éloignées des agents alimentaires auprès desquels elles sont inscrites.

Pour l'échantillonnage des villages dans cette couche, la probabilité a été proportionnée aux dimensions et puis six ménages ont été sélectionnés au hasard selon une variante de l'échantillonnage PEI (OMS, 1988).<sup>2</sup> Cette variante consiste à sélectionner un premier ménage au hasard de la même façon que l'échantillonnage PEI standard. Néanmoins, les autres ménages sont sélectionnés en choisissant la maison la plus proche sauf deux plutôt que la maison contiguë. Cette méthode vise à réduire l'homogénéité à l'intérieur des grappes lors de la collection de données socio-économiques à partir de l'échantillonnage PEI (Bennett et al., 1991). Pour l'échantillonnage des ménages inscrits au registre de ménages déplacés, les "agents des personnes déplacées" ont servi d'unités primaires et un échantillon de six ménages a été prélevé des listes maintenues par les agents.

---

<sup>2</sup> L'échantillonnage PEI utilise une procédure standard d'échantillonnage de ménages dans de petits groupes d'habitations sans utiliser un cadre d'échantillonnage. Le premier ménage est choisi en sélectionnant au hasard une direction à partir du centre du village, peut-être en faisant tourner une bouteille. Les ménages situés dans l'axe choisi sont comptés. Un nombre inférieur au nombre total de ménages est choisi au hasard afin de sélectionner le premier ménage de l'échantillon. Les autres ménages sont sélectionnés en choisissant la maison la plus proche de la maison sélectionnée et en répétant la procédure jusqu'à obtenir le nombre requis.

2.880 ménages en total, environ 960 dans chaque gouvernorat, ont été sondés lors de l'enquête. A Dohuk et Erbil, l'échantillon a été divisé en parts égales entre les quatre couches. A Suleymaniyah, un échantillon de 72 ménages a été prélevé de la liste des ménages déplacés (proportionnellement à l'importance de ce groupe au sein de la population) et les autres ménages ont été divisés en parts égales entre les couches. L'utilisation d'un échantillon de la même importance a permis de faire des estimations tout aussi exactes pour chacune des couches, exception faite des ménages déplacés, qui ont généralement été intégrés dans la couche appropriée lors de l'analyse.

Si la personne à interroger n'était pas disponible pendant la première visite, les agents de terrain ont effectué une deuxième visite au ménage. S'il n'y avait pas toujours pas de personne appropriée à interroger à ce moment-là, le ménage a été remplacé par un autre prélevé de la même liste. Les agents de terrain ont effectué une deuxième visite au ménage où des femmes susceptibles d'être mesurée n'étaient pas disponibles au moment du sondage.

### **Les travaux sur le terrain**

Les travaux sur le terrain ont été menés par 7 équipes de terrain et 3 encadreurs par province. Chaque équipe a été composée d'au moins un homme et une femme. Un stage de cinq jours a permis de former le personnel aux techniques d'entretien et aux aspects particuliers du questionnaire. Des agents de santé UNICEF ont assuré la formation aux techniques de mesurage du poids et de la taille. Les travaux sur le terrain ont duré un mois, plus ou moins le mois de juin 1994. Les dépenses totales de l'enquête se sont montées à 58.500\$ US, y compris le coût d'un responsable d'enquête expatrié et deux autres consultants spécialistes. Les problèmes de sécurité n'ont pas provoqué de retard sensible des travaux sur le terrain, mais ont rendu inaccessibles certaines zones. Il a donc fallu remplacer plusieurs unités primaires sélectionnées et donc quelques ménages.

Les agents de terrain étaient très instruits et avaient, pour la plupart, déjà mené des travaux semblables au nom de CARE, Australie. Ils parlaient tous l'arabe et le kurde. Plusieurs entretiens ont été menés en présence des encadreurs ; les agents

de terrain menaient apparemment des entretiens de très bonne qualité, posant des questions supplémentaires en cas de besoin. Les questionnaires reçus au bureau régional ont été vérifiés par les encadreurs. Avec du recul, il est évident que les encadreurs auraient dû procéder à réinterroger certains ménages pour vérifier ultérieurement la qualité des données. Néanmoins, à l'époque, l'incertitude régnait quant à la disponibilité de suffisamment d'essence, étant donné que le GI menaçait d'y mettre un embargo. La sélection des enquêteurs parmi une équipe d'agents de terrain expérimentés et la vérification du questionnaire par les encadreurs devaient permettre de maintenir la qualité des données.

### **La qualité et les limites des données**

L'on s'attendait à ce que les données sur les dépenses soient plus aptes à mesurer la pauvreté et constituent donc la variable clef permettant d'établir une distinction entre les ménages. Des données ont été également collectées sur d'autres variables, aussi bien pour compléter le critère des dépenses - reconnaissant ainsi les autres dimensions de la pauvreté - que pour remplacer les données sur les dépenses au cas où elles auraient été jugées inexactes. La qualité des données collectées a été évaluée de différentes façons. Les enquêteurs ont été encadrés lors de certains entretiens. Ils ont également rempli un questionnaire concernant leur perception de la qualité des données à la fin de leurs travaux sur le terrain. Ils ont exprimé leurs opinions lors d'une réunion en groupe, où la qualité des données globales et de chaque variable a été discutée. Par ailleurs, les enquêteurs ont été priés d'hierarchiser une sélection de ménages (sur une échelle allant de riche à très pauvre) et plusieurs indicateurs ont été comparés aux classements effectués. L'évaluation de la qualité des données sur les dépenses a suscité un intérêt particulier.

Manifestement, lors d'une enquête simplifiée sur les dépenses de ce genre, les données obtenues concernant les différentes catégories de dépenses des ménages seront plus ou moins approximatives. Or, des données tout à fait exactes sur chaque poste de dépenses n'étaient pas requises ici, mais plutôt un niveau agrégé de dépenses du ménage permettant de situer le ménage au sein de la distribution de population. Pour plusieurs raisons, il a été décidé que les données collectées sur les



dépenses étaient d'une qualité raisonnable et plus utiles que d'autres variables sur le plan de la différenciation des ménages. Au début, l'on s'attendait à ce que la sous-estimation des dépenses, que ce soit délibérément ou par omission accidentelle, représente le danger principal. Il s'est avéré pourtant que les dépenses, en règle générale, ne semblaient pas sous-estimées ; le niveau élevé de certaines des dépenses signalées était plutôt source d'étonnement. Les agents de terrain ont jugé, d'après leurs réponses au questionnaire et pendant les discussions en groupe, que les réponses aux questions sur les dépenses étaient plus fiables que la plupart des indicateurs supplétifs de pauvreté qui avaient également figuré au questionnaire. Les dépenses (normalisées en fonction de l'importance des ménages) ont constitué la variable ayant la plus forte corrélation avec le classement hiérarchique établi par les agents de terrain pour le sous-ensemble de ménages. Evidemment, aucune de ces évaluations n'est définitive, mais, considérées conjointement, elles indiquent que l'utilisation des données sur les dépenses a été justifiée.

Les autres mesures socio-économiques ont été d'une qualité plus variable. Les réponses aux questions concernant les stocks de céréales ayant été jugées peu exactes, ces données n'ont pas été utilisées. Les informations concernant le changement de la qualité de l'alimentation n'ont pas permis de différencier les ménages, parce que pratiquement tous les ménages ont donné la même réponse, c'est-à-dire que leur alimentation avait détérioré par rapport à la même période de l'année précédente. Les informations concernant les sources de revenu ont été utilisées, mais là encore la qualité des réponses a été considérée inférieure par rapport aux données sur les dépenses. Des erreurs systématiques étant peu probables dans le cas des informations concernant l'indice de masse corporelle, les analyses se sont largement servi de l'IMC. Néanmoins, l'IMC n'a pas servi d'étalon de la disponibilité alimentaire des ménages, puisqu'il peut refléter d'autres facteurs.

Il y a eu peu de cas de non réponse au niveau des ménages. Néanmoins, plusieurs unités primaires ont été abandonnées pour différentes raisons. Dans certains cas, il s'est avéré difficile de repérer les agents alimentaires faisant partie de l'échantillon. Ce problème n'étant pas inattendu, un échantillon d'agents alternatifs avait été prélevé. Si ce n'était pas idéal du point de vue statistique, l'alternative d'un

échantillonnage du type PEI de populations importantes aurait été encore moins satisfaisante. Les équipes de terrain auraient eu beaucoup plus de mal à revisiter les ménages où la personne à interroger n'était pas chez elle lors de la première visite et cette méthode de sélection des ménages est beaucoup plus compliquée dans le cas de populations importantes. Il a fallu abandonner plusieurs grappes pour d'autres raisons ; à Suleymaniyah, certaines zones étaient inaccessibles à cause de la situation de sécurité. Un camp de personnes déplacées (renfermant trois grappes sélectionnées) avait récemment cessé d'exister puisque l'ensemble de la population avait déménagé afin de s'éloigner des combats. Un ou deux villages notés dans le cadre d'échantillonnage se sont avérés introuvables ou n'existaient pas. Dans l'ensemble, il a fallu remplacer environ 20 pour cent des grappes. Ce n'était pas idéal, mais n'aurait pas mis en question la validité globale des résultats. Chaque agent alimentaire desservait une population assez hétérogène et une série de grappes différentes ayant des caractéristiques différentes ont été remplacées pour des raisons diverses.

### **3. L'analyse et les résultats**

#### **La situation de la population dans son ensemble**

Les données de l'enquête ont fourni de nombreux indicateurs utiles<sup>3</sup> de la situation de la population dans son ensemble. Le niveau moyen de dépenses de consommation par tête a été calculé et la distribution des dépenses d'un ménage à l'autre a été examinée. L'ampleur des phénomènes de malnutrition chez les adultes et de chômage des hommes adultes a également servi d'indicateur du bien-être de la population dans son ensemble. L'importance de la population ayant été estimée, il a été possible de calculer approximativement le nombre total d'individus ou de ménages ayant une caractéristique particulière. Le Tableau 1 présente une série de critères sommaires de bien-être de la population dans le nord de l'Irak. Les critères

---

<sup>3</sup> Des coefficients de pondération ont été utilisés lors de l'analyse afin de tenir compte de l'effet de conception du système d'échantillonnage et du taux de sondage utilisé pour chaque couche (Ward et Rimmer, 1994).

sont expliqués plus loin dans le texte.

**Tableau 1**  
**Critères sommaires de bien-être de la population**

<b>Critère</b>	<b>Valeur</b>
Dépense mensuelle moyenne par tête (\$US)	12,1
Proportion en dessous du seuil de pauvreté absolu (544 DI/UC/mois) (%)	13,3
Proportion de femmes adultes ayant un IMC inférieur à 18,5 (%)	11,6
Chômage des hommes adultes (%)	14,8
Proportion des dépenses totales effectuée par les 10% des ménages les plus pauvres (%)	3,0

### *Les dépenses et les sources de revenu des ménages*

Les données collectées concernant les dépenses des ménages ont été transformées en dépenses mensuelles totales. Les dépenses ont été exprimées par unité de consommation (UC) dans un but de normalisation en fonction de la composition des ménages, selon le système d'unités de consommation basées sur les besoins énergétiques où un homme adulte a une valeur de référence de 1 (voir Annexe 2). La valeur de la production familiale de céréales, de légumineuses et de produits animaux a également été normalisée et rajoutée aux dépenses par unité de consommation. Le résultat - qualifié ici de dépenses du ménage - représente un indicateur du niveau de vie et un indicateur supplétif de revenu. La valeur des fonds envoyés par les travailleurs émigrés n'a pas fait partie du calcul, car elle aurait déformé le tableau de la distribution de la pauvreté avant la réception d'un transfert monétaire quelconque. La valeur de ces transferts a été analysée séparément.

Bien que les données sur les dépenses aient été normalisées à partir d'unités de consommation dans un but de comparaison, le Tableau 1 présente les dépenses mensuelles moyennes par tête. Celles-ci se montent à 910 DI, l'équivalent de 12,1 \$US (au taux de l'époque de 75 DI/\$), pour l'ensemble de la population. Ceci correspond à des dépenses annuelles par tête de 145 \$, parmi les plus faibles du

monde. La circonspection s'impose ici, puisque de nombreux produits étaient peu chers et le dinar était extrêmement faible par rapport au dollar. La comparaison risque donc d'être quelque peu trompeuse. Néanmoins, étant donné que l'Irak était classé auparavant comme pays à revenu intermédiaire, ce chiffre révèle le déclin économique qui s'est produit suite à la guerre du Golfe et à l'imposition de sanctions internationales et internes.

En dépit du faible revenu réel que traduit ce chiffre, les dépenses moyennes par tête étaient plus élevées que prévu. Elles sont notamment largement supérieures aux salaires de nombreux employés du secteur public dont le niveau ne dépasse pas 200-300 DI (2,7-4\$) par mois dans certains cas. Ceci reflète les stratégies d'adaptation mises en oeuvre par les ménages afin de faire face à l'augmentation des prix, grâce à des revenus souvent tirés d'autres sources que leur emploi officiel. De telles stratégies sont indispensables, puisque ces salaires ne couvrent pas les besoins de subsistance.

D'après les normes internationales, la distribution des dépenses des ménages par unité de consommation s'est avérée relativement égale dans le nord de l'Irak, le coefficient de Gini<sup>4</sup> étant de 0,33. Faible par rapport à de nombreuses autres populations à bas revenu, ceci a pu refléter l'effondrement des revenus des classes moyennes dans le secteur public, tandis que le petit commerce et d'autres revenus dans le secteur privé avaient perdu une part moins importante de leur valeur réelle. Les journaliers étaient en mesure de gagner entre 50 et 90 DI par jour (0,7 à 1,2\$), qui fait contraste aux salaires des fonctionnaires cités ci-dessus. En dépit du coefficient de Gini relativement faible et de la faiblesse des dépenses moyennes des ménages, des inégalités considérables demeurent : les 20 pour cent des ménages les plus riches effectuaient plus de 40 pour cent des dépenses des ménages, tandis que les 10 pour cent les plus pauvres effectuaient seulement 3 pour cent. Ce niveau d'inégalité de revenus justifiait évidemment la concentration de l'aide sur la couche la plus pauvre de la communauté.

---

<sup>4</sup> Le coefficient de Gini est une mesure de l'égalité des distributions de revenu ou de dépenses, dans une fourchette théorique de zéro à un.

Trois seuils de pauvreté ont été définis. Le premier représente le seuil de pauvreté absolue, obtenu en établissant le prix d'un panier de produits de base pour une seule unité de consommation et en comparant les dépenses du ménage par UC à ce minimum. Ce panier de produits représente un ajustement du panier utilisé dans Silva-Barbeau et al. (1994) et figure dans l'Annexe 2. Il tient compte d'une alimentation dépourvue de produits animaux, où de fortes proportions de blé sont remplacées par de l'orge, et de l'achat de vêtements exclusivement d'occasion. Il compte un minimum de soins médicaux et de frais d'éducation, sans provision pour des frais importants. Se montant à 544 DI (7,3\$)/UC/mois, il représentait un niveau de vie extrêmement bas. Au sein de la population dans son ensemble, plus de 13 pour cent des ménages vivaient en dessous de ce seuil de pauvreté. Les deux autres seuils, de pauvreté relative, ont été situés aux deux tiers et à un tiers des dépenses moyennes des ménages par UC pour la population dans son ensemble. Il se sont montés à 809 DI (10,8\$)/UC/mois et à 405 DI (5,4\$)/UC/mois respectivement. Environ 34 pour cent des ménages n'ont pas atteint les deux tiers des dépenses moyennes et 5 pour cent n'ont pas atteint le tiers.

En plus de l'utilisation des dépenses actuelles comme mesure de pauvreté, une évaluation de la vulnérabilité a été tentée en termes de dépendance vis-à-vis d'une source de revenu peu durable. Il y eut certaines doutes quant à la nature réelle d'une source de revenu peu durable dans ce contexte. Il convient de mentionner deux groupes. Premièrement, il y avait un groupe de ménages ayant signalé les emprunts ou l'aide de non parents, ou la vente d'appareils ménagers, comme source de revenu primaire pour les dépenses de consommation pendant les trois derniers mois. Pour 9 pour cent environ des ménages, la source principale de revenu était l'une de celles précédemment citées. Les dépenses moyennes des ménages dépendant des deux premières sources étaient faibles, confirmant la vulnérabilité des dits ménages. Chose étonnante, elles n'étaient particulièrement faibles dans le cas des ménages qui vendaient des appareils ménagers. Ceci reflète éventuellement le patrimoine plus important des ménages disposant d'un volume considérable d'objets à vendre, les ménages pauvres ayant moins de biens restant à vendre. Si tel était le cas, le maintien du niveau de dépenses de certains ménages au moment de l'enquête pourrait s'avérer impossible à plus long terme, même si ces ménages vivaient, à l'époque, au-dessus des seuils de pauvreté.

Deuxièmement, pour plus de 20 pour cent des ménages, la source primaire de revenu figurait parmi les suivantes : l'aide ou les emprunts de la part de non parents ; la vente d'appareils ménagers ; l'épargne ; l'aide de parents. Ceci représente une proportion très importante qui puise dans des ressources apparemment peu fiables ou peu durables. Cependant, le soutien accordé par des parents est solidement ancré dans le tissu social et n'est pas forcément moins durable que les revenus tirés des mécanismes du marché. Les dépenses moyennes des ménages pour lesquels l'épargne constituait la source principale de revenu étaient relativement élevées, ce qui traduit vraisemblablement la confiance en la viabilité de cette source à l'avenir. Il est probable que la proportion de ménages dépendant d'une source de revenu primaire peu durable soit plus proche des 9 pour cent dépendant de la série plus limitée de sources de revenu indiquées ci-dessus. D'après les enquêteurs, les réponses à la question concernant les sources de revenu était parmi les moins exactes. Cet aspect n'a donc pas fait l'objet d'une analyse approfondie.

Le taux de chômage a été calculé pour les hommes adultes de 15 à 60 ans. Le taux a été calculé de cette façon à cause de l'incertitude quant à la situation au regard de l'activité que les femmes adultes déclareraient si elles réalisaient des activités ménagères mais voulaient également être actives sur le plan économique. Ce calcul a indiqué un taux de chômage masculin de 15 pour cent. Les individus se déclarant chômeurs ou sous-employés ont représenté 18 pour cent de la population masculine adulte.

### *L'état nutritionnel*

Le poids et la taille des femmes adultes non enceintes dans les ménages sondés ont été mesurées, comme indiqué au chapitre 2. Ces données ont permis de calculer l'indice de masse corporelle (IMC) à partir du poids divisé par la taille au carré. Cet indice sert d'indicateur de carence énergétique chronique (CEC) chez les adultes. La documentation détermine trois niveaux de CEC, selon que l'IMC descend en dessous de trois planchers (Shetty et James, 1994 ; Ferro-Luzzi et al., 1992). Un IMC supérieur à 17 mais inférieur à 18,5 indique une CEC de Catégorie I ; un IMC supérieur à 16 mais inférieur à 17 représente une CEC de Catégorie II ; un IMC

inférieur à 16 représente une CEC de Catégorie III. Un IMC inférieur à 18,5 s'associe à une détérioration de la fonction et à une productivité réduite, tandis qu'un IMC inférieur à 17 s'associe à une morbidité accrue (Shetty et James, 1994).

On a pu constater que les femmes ayant un IMC inférieur à 18,5 représentaient 11,6 pour cent de la population dans son ensemble. Ceci est à comparer aux 3 à 5 pour cent environ dans une série de pays développés, 5 à 15 pour cent dans de nombreux pays moins développés et jusqu'à 70 pour cent dans une communauté rurale défavorisée en Inde (ibid.). 2,8 pour cent environ de femmes avaient un IMC inférieur à 17 pouvant entraîner des conséquences graves pour la santé ; 0,8 pour cent des femmes avaient un IMC inférieur à 16. Les données sont compatibles avec les données sur les dépenses dans le sens que, si les revenus de la population ont connu un déclin général, tous les groupes n'avaient pas été touchés au même degré et seule une minorité (non négligeable) avait été tellement touchée que la malnutrition s'était déclarée chez les adultes.

Il est probable que le niveau de malnutrition représente une augmentation par rapport aux niveaux d'avant la guerre. Nous n'avons pas trouvé de données concernant l'état nutritionnel des femmes adultes avant la guerre du Golfe et les troubles successifs. Néanmoins, dans les Etats nord-africains de Tunisie et de Maroc, il y a 5 et 7 pour cent respectivement de femmes ayant un IMC inférieur à 18,5 (ibid.). Compte tenu de l'état providence existant en Irak avant la guerre, il est peu probable que les proportions auraient été plus élevées dans ce pays.

Les enquêteurs ont demandé aux ménages si leur alimentation avait changé par rapport au même mois de l'année précédente. 90 pour cent environ des ménages enquêtés ont signalé une détérioration de l'alimentation : moins de viande, moins de légumes, quantités réduites de nourriture ou plus d'un de ces changements. 5 pour cent environ ont signalé une amélioration. Si les auteurs ont initialement fait preuve de scepticisme au sujet de la forte proportion de réponses signalant une détérioration, les enquêteurs ont affirmé que le déclin important de la valeur du dinar au courant de l'année précédente rendait les résultats plausibles. Néanmoins, la variable a été inutile sur le plan de la distinction des ménages riches et pauvres.



## **La distribution des ménages pauvres**

A partir des seuils de pauvreté décrits au chapitre précédent, associés à l'IMC et à d'autres indicateurs, les données ont servi à examiner l'ampleur du phénomène de pauvreté dans les différentes zones géographiques. Une comparaison a été établie entre les différentes couches et les différentes provinces. Le Tableau 2 indique la proportion de ménages vivant en dessous des trois seuils de pauvreté dans chacune des quatre couches. Il est évident qu'une proportion plus importante des ménages dans les villages collectifs vivait en dessous de n'importe quel seuil de pauvreté que dans n'importe quelle autre couche. Néanmoins, dans cette couche, la plupart des ménages ne vivait pas en dessous des seuils de pauvreté. S'il y avait une proportion plus importante de ménages pauvres, la majorité n'était pas pauvre en termes des seuils de pauvreté établis. La distribution des revenus, mesurée selon le coefficient de Gini, n'était pas beaucoup plus égale dans les villages collectifs que dans d'autres couches. Le taux de chômage était plus élevé mais, là encore, de nombreux individus étaient employés. L'indice de masse corporelle témoignait également d'une plus grande pauvreté dans les villages collectifs puisque, en dépit des quantités plus importantes d'aide alimentaire distribuées à ceux-ci, la même proportion environ des femmes dans les villages collectifs et ailleurs avait un IMC inférieur à 18,5. Par ailleurs, il y avait des proportions considérables de ménages pauvres dans toutes les autres couches. Etant donné que le principe directeur avait été le ciblage des villages collectifs, plus ou moins à l'exclusion des autres couches, ces résultats avaient des implications importantes pour les orientations de la politique générale.

**Tableau 2**  
**Proportion de ménages en dessous des seuils de pauvreté**  
**et autres indicateurs par couche**

Couche	Indicateur					
	% mén. < 1/3 de la moyenne	% mén. < seuil absolu	% mén. < 2/3 de la moyenne	Coeff. de Gini	% chômage masculin	% femmes ayant un IMC < 18,5
Grande ville	4,0	13	31	0,34	30	11,9
Ville	4,7	11	30	0,33	25	10,6
Vill. collectif	8,6	18	41	0,32	32	11,2
Rurale	3,8	12	37	0,29	13	12,0
<b>Toutes</b>	<b>5,0</b>	<b>13</b>	<b>34</b>	<b>0,33</b>	<b>15</b>	<b>11,6</b>

Les indicateurs de pauvreté ventilés par gouvernorat figurent au Tableau 3. D'après tous les critères socio-économiques, Dohuk était le gouvernorat le moins pauvre et Suleymaniyah le plus pauvre. Ceci rejoignait également la perception générale de la situation. En particulier, Dohuk aurait tiré profit du commerce à travers la frontière turque et perdu une partie moins importante de ses infrastructures rurales lors de la collectivisation.

L'IMC était seul parmi les indicateurs à ne pas s'accorder avec cette interprétation. Ceci a suscité une inquiétude telle qu'il a fallu envisager un indicateur de pauvreté à partir des données sur la consommation surtout, plutôt que des données sur les dépenses, afin de vérifier les indicateurs basés sur les dépenses. Selon cet indicateur, un ménage était pauvre s'il remplissait toutes les trois conditions suivantes : si l'orge représentait plus de 20 pour cent des céréales consommées ; si le riz représentait moins de 10 pour cent des céréales consommées ; si la valeur des produits animaux consommés mensuellement par UC se montait à moins de 40 DI. Ces critères se sont dégagés de discussions avec les chefs de familles et enquêteurs

et ont été vérifiés par recoupement avec les classements de ménages faits par les enquêteurs pour un sous-ensemble des données. Une corrélation entre cet indicateur et les dépenses de ménage s'est dégagée de l'ensemble des données. Cette mesure supplétive confirme que Dohuk est moins pauvre que les autres provinces, mais inverse le classement des deux autres. Néanmoins, elle semble indiquer que l'IMC reflétait d'autres facteurs que les dépenses de ménage, telles que des différences d'affectation de ressources au sein du ménage, différents niveaux de morbidité et des quantités moins importantes d'aide alimentaire. Le fait que le niveau de carence énergétique chronique à Dohuk était relativement élevé semble indiquer que l'aide alimentaire ne devrait pas être détournée du gouvernorat bien que sa situation économique soit meilleure.

**Tableau 3**  
**Proportion de ménages vivant en dessous des seuils de pauvreté**  
**et autres indicateurs par gouvernorat**

Gouvernorat	Indicateur					
	% mén. < 1/3 de la moyenne	% mén. < seuil absolu	% mén. < 2/3 de la moyenne	Coeff. de Gini	% chômage masculin	% femmes ayant un IMC < 18,5
Dohuk	1,3	5	19	0,30	11	12,1
Erbil	5,2	14	36	0,33	16	9,2
Suleymaniyah	6,3	19	39	0,32	16	13,1
<b>Toutes</b>	<b>5,0</b>	<b>13</b>	<b>34</b>	<b>0,33</b>	<b>15</b>	<b>11,6</b>

Le nombre de ménages pauvres dans un sous-groupe particulier est fonction non seulement de sa proportion de ménages pauvres, mais également du nombre total de ménages dans le sous-groupe. Le Tableau 4 en présente une illustration, indiquant la population approximative de chacune des quatre couches et du Nord dans son ensemble. Ces estimations de population proviennent des chiffres fournis par les départements alimentaires des gouvernorats et des listes de distribution du

programme de pétrole. S'il était inévitable que les chiffres des deux sources présenteraient des erreurs, ils avaient été actualisés assez récemment dans tous les cas. Les erreurs éventuelles n'entraîneraient probablement pas de modification importante des implications du Tableau 4.

Les troisième et quatrième colonnes du Tableau 4 présentent, d'un côté, le pourcentage de ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté absolue et du seuil de pauvreté des 2/3 de la moyenne. Il est possible d'estimer le nombre de personnes pauvres dans chacune des couches en multipliant la population de la couche par la proportion de ménages vivant en dessous de chacun des seuils de pauvreté. Strictement, il faudrait utiliser le nombre de ménages dans chaque couche ; étant donné que l'information a indiqué un nombre moyen de personnes par ménage peu variable d'une couche à l'autre, il s'agit d'une approximation suffisante. Le nombre de personnes dans des ménages vivant en dessous des seuils de pauvreté figure dans les cinquième et sixième colonnes. Sur la population totale, 400.000 personnes vivent en dessous du seuil absolu et 1.037.000 en dessous des 2/3 de la moyenne. Les deux dernières colonnes présentent la distribution des pauvres entre les couches. En ce qui concerne le seuil de pauvreté absolue, les 150.000 personnes dans les villes constituent 38 pour cent de toutes les personnes vivant en dessous de ce seuil. Cette distribution est fonction aussi bien de la proportion vivant en dessous du seuil de pauvreté dans chaque couche que de la population de cette couche.

Malgré l'utilisation de deux seuils de pauvreté tout à fait différents, certaines caractéristiques de la distribution de la pauvreté étaient manifestes. La plus grande proportion de personnes vivant en dessous de l'un ou l'autre des seuils de pauvreté se trouvait dans les villes, conséquence de leur population importante associée aux proportions considérables vivant en dessous de chaque seuil de pauvreté. Si 25 pour cent des pauvres habitaient les villages collectifs, ce n'était pas le cas pour les 75 pour cent restants. Cibler les villages collectifs afin d'aider les pauvres ne représentait donc pas une stratégie adaptée.

**Tableau 4**  
**La distribution de ménages vivant en dessous des seuils de pauvreté**

Couche	Pop .000	% de pop. totale	% mén. < seuil abs.	% mén. < 2/3 de la moyenne	No. de pers. < seuil .000	No. de pers. < 2/3 de la moyenne .000	% de pauvres - seuil abs.	% de pauvres - 2/3 de la moyenne
Gr. villes	1.155	38	13	31	150	363	38	35
Villes	600	20	11	30	65	179	16	17
Vill. collectifs	566	19	18	41	101	234	25	23
Rurale	713	23	12	37	83	261	21	25
<b>Toutes</b>	<b>3.952</b>	<b>100</b>	<b>13</b>	<b>34</b>	<b>400</b>	<b>1.037</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

N.B : L'arrondissement des chiffres peut gêner l'addition.

### Les caractéristiques des pauvres

Les données collectées pendant l'enquête ont permis d'examiner les caractéristiques des ménages pauvres. Il était possible de voir si l'association d'une caractéristique quelconque avec la pauvreté était suffisamment prononcée pour justifier le ciblage de l'aide, à partir d'un seuil de pauvreté des deux tiers de la moyenne. La caractéristique ayant l'association la plus prononcée avec la pauvreté était celle d'être "inscrit au registre des déplacés". Il s'agissait des ménages dont un échantillon tiré des listes des familles déplacées a été sondé séparément à Suleymaniyah. Plus de 60 pour cent de ces ménages vivaient en dessous du seuil de pauvreté en comparaison d'environ un tiers des ménages dans l'ensemble de la population. Le groupe des déplacés avait apparemment la plus forte concentration de ménages pauvres ; cette association était extrêmement significative (test  $\chi^2$ ,  $p < 0,01$ ).

Aucune autre variable n'avait une association aussi prononcée avec la pauvreté. Bien qu'il y ait eu des proportions plus importantes de ménages pauvres dans certaines catégories, la plus grande partie des ménages vivait au-dessus du seuil de pauvreté dans tous les cas. Ceci s'applique à plusieurs caractéristiques qui avaient

été suggérées comme indicateurs de pauvreté. Des proportions sensiblement plus importantes de ménages réinstallés et de ménages ayant au moins un membre chômeur que de la population en général vivaient en dessous du seuil de pauvreté ( $p < 0,01$ ), mais la plus grande partie vivait au-dessus. La proportion plus importante de ménages ayant un chef féminin plutôt que masculin vivant en dessous du seuil de pauvreté n'a pas atteint le seuil de signification. Résultat surprenant, mais s'expliquant éventuellement par les fortes traditions de soutien des veuves par les parents restants du mari et d'autres membres de la communauté. Une plus grande proportion de ménages ayant une activité rémunérée - pour la plupart dans le secteur public - vivait en dessous du seuil de pauvreté, mais là encore la majorité vivait au-dessus. Ceci semble indiquer que le ciblage des fonctionnaires, s'il a pu se justifier à titre de soutien pour les services de base, ne représentait pas une stratégie efficace de ciblage des ménages les plus pauvres.

La plupart des caractéristiques simples ne distinguaient donc pas les ménages pauvres avec suffisamment de précision pour servir de base au ciblage. Si l'association de certaines de ces caractéristiques avec la pauvreté était significative, une grande proportion des ménages présentant cette caractéristique vivait quand même au-dessus du seuil de pauvreté. Plusieurs autres caractéristiques n'avaient même pas d'association significative avec la pauvreté. Exception faite du groupe déplacé, évidemment vulnérable, la sélection de ménages pauvres au sein de la population dans son ensemble exigeait des systèmes plus sophistiqués.

### **Les résultats du ciblage**

Dans le cadre de l'enquête sur les ménages, les sondés devaient déclarer la quantité et le type d'aide alimentaire reçue pendant les trois derniers mois. La valeur de l'aide alimentaire reçue a été calculée à partir des prix moyens dans les trois gouvernorats sur les trois mois. Ceux qui vivaient en dessous du seuil plus élevé de pauvreté relative, c'est-à-dire ceux qui ont signalé des dépenses inférieures aux deux tiers de la moyenne, étaient considérés comme groupe cible. S'il est possible que certaines organisations n'avaient pas spécifiquement ciblé les pauvres, cette approche a permis d'évaluer dans quelle mesure l'aide parvenait aux ménages les plus pauvres.

Les valeurs moyennes des transferts par UC pour les ménages pauvres et pas pauvres ont été calculées. Pour les ménages pauvres, la valeur moyenne était de 62,4 DI/UC par mois, contre 55,9 pour les non-pauvres. Si la valeur totale des transferts était très légèrement supérieure pour les pauvres, la différence n'est pas significative sur le plan statistique (test-t,  $p > 0,05$ ). Les pauvres ne recevaient apparemment pas un niveau plus élevé de transferts. En cas de décomposition de la population par couche, les moyennes pour les ménages pauvres et non-pauvres ne présentaient plus de différences significatives.

Les données ont également servi à l'estimation de la couverture, de la "sous-couverture" et de la fuite. La couverture représente la proportion de ceux que le programme se propose de toucher qui sont touchés. La sous-couverture représente la proportion de ceux que le programme se propose de toucher qui ne sont pas touchés. La fuite représente la proportion de ceux qui sont touchés par le programme alors qu'ils ne devraient pas l'être (c'est-à-dire ceux qui ne sont pas pauvres), mais qui reçoivent quand même de l'aide. Là encore, le groupe cible était supposé être les pauvres, définis comme ceux qui avaient signalé des dépenses inférieures aux deux tiers de la moyenne. Le Tableau 5 présente les estimations de ces mesures. La première colonne indique le pourcentage de ménages recevant une forme quelconque d'aide. La proportion élevée de ménages dans les villages collectifs ayant reçu des vivres reflète le ciblage de ces populations par le PAM. De la même façon, la couverture des villages collectifs était également importante, c'est-à-dire que 88 pour cent environ des ménages pauvres dans les villages collectifs avaient reçu une aide alimentaire. La couverture des zones rurales était faible, illustrant le fait qu'aucun des donateurs principaux n'avait spécifiquement ciblé ce secteur. Presque les deux tiers des ménages pauvres en zone urbaine (grandes villes, villes) avaient reçu une forme d'aide ou une autre pendant les trois mois précédents.

La fuite dans les villages collectifs était moins prononcée que dans les autres couches. Néanmoins, une proportion considérable, 56 pour cent environ, des ménages plus aisés dans les villages collectifs recevaient des vivres. La fuite était plus importante, dépassant les deux tiers, en zone urbaine. Ceci était imputable à la distribution universelle pratiquée par plusieurs donateurs et, éventuellement, au

fait que certaines organisations avaient ciblé des groupes non-pauvres. Le niveau de sous-couverture et de fuite s'accordait avec les conclusions précédentes, selon lesquelles la distribution d'aide alimentaire à des populations définies uniquement par couche risque d'avoir pour conséquence la réception d'aide par des ménages non-pauvres et l'oubli de ménages pauvres dans d'autres couches.



**Tableau 5**  
**Résultat de programme - couverture, sous-couverture et fuite**

Couche	% ménages ayant reçu une assistance quelconque pendant les trois derniers mois	Couverture % des pauvres touchés par le programme	Sous-couverture % des pauvres qui n'ont pas été touchés par le programme	Fuite % des bénéficiaires non-pauvres
Grande ville	63	64	36	68
Ville	67	61	39	73
Villages collectifs	82	88	12	56
Rurale	46	47	53	63
<b>Toutes</b>	<b>65</b>	<b>65</b>	<b>35</b>	<b>66</b>

#### **4. Implications pour les orientations de la politique générale**

##### **Les objectifs du programme d'aide**

A plus long terme, la solution de la crise dans le nord de l'Irak consistait évidemment à lever les sanctions économiques et à réhabiliter l'économie rurale. Une telle solution serait subordonnée à un accord politique entre le gouvernement régional du Nord et le GI. Entre-temps, l'aide de base fournie à la région était nécessaire afin d'atténuer les pires effets de la situation. Compte tenu du volume limité de vivres disponibles auprès des donateurs, il fallait prendre les décisions

concernant la priorité des groupes cibles dans le contexte d'une déclaration précise d'objectifs de la part des principaux donateurs. Au moment de l'enquête, les objectifs de certaines organisations étaient extrêmement vagues. Par ailleurs, la situation qui avait rendu nécessaire le programme d'urgence en 1991/92 avait changé. Bien que l'économie fût encore en perte de vitesse à cause des sanctions, la situation politique était plus stable et de nombreux ménages avaient pu rentrer chez eux. Il a été suggéré de définir les deux objectifs de l'aide alimentaire de la façon suivante : fournir un filet de sécurité pour les plus pauvres et réduire l'insécurité alimentaire à plus long terme grâce au soutien pour la réhabilitation.

### *Appuyer les plus pauvres*

L'enquête a permis de constater que tous les ménages dans le nord de l'Irak n'étaient pas aussi pauvres les uns que les autres. Néanmoins, une proportion considérable de la population luttait pour sa survie. Si 13 pour cent environ de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté absolue, le panier de produits servant à déterminer ce plancher ne contenait que les choses essentielles à la vie. En termes de politique générale, il a été suggéré de cibler les ménages vivant en dessous du plus élevé des deux seuils de pauvreté relative. Il s'agissait des derniers 34 pour cent de la population, environ 1 million de personnes. L'objectif serait d'assurer des livraisons régulières d'aide alimentaire à ce groupe. L'enquête a révélé que plus d'un tiers des ménages pauvres n'avait reçu aucune assistance pendant les trois derniers mois, tandis que les deux tiers environ des ménages non-pauvres avaient reçu de l'aide. Pendant l'hiver 1994/5, il était prévu que les ressources conjointes de tous les intervenants dépasseraient 1 million de rations par mois. Etant donné que cela correspondait approximativement au nombre de personnes vivant en dessous du seuil plus élevé de pauvreté relative, il était évident que les ressources permettant d'avoir un impact sensible sur le bien-être des plus pauvres existaient déjà. Il fallait que l'aide soit déviée des non-pauvres et réaffectée aux pauvres.

### **Réduire la vulnérabilité à plus long terme**

L'aide alimentaire devrait également viser à réduire l'insécurité alimentaire à plus long terme à travers un soutien pour la réhabilitation selon deux modalités. Premièrement, l'aide pourrait soutenir et hâter le retour chez eux des villageois des villages collectifs. L'insécurité alimentaire serait réduite une fois que les agriculteurs étaient à nouveau en mesure de subsister grâce à l'agriculture. Deuxièmement, l'aide alimentaire devrait servir de ressource facilitant la reconstruction des infrastructures rurales détruites par l'armée irakienne. Une telle réhabilitation exigeait évidemment un engagement clair de la part de la communauté internationale en faveur de la sécurité des ménages réinstallés, quelle que soit l'évolution du contexte politique dans la région.

### **Recommandations pour l'amélioration du ciblage**

Au moment de l'enquête, des organisations locales et internationales concentraient des ressources à différents niveaux : la communauté, les institutions, les secteurs d'emploi/tranches de revenu, les groupes spécifiques (orphelins, handicapés), les ménages et les individus. Le programme de l'ONU, géré par le PAM, ciblait essentiellement les villages collectifs et les personnes déplacées. Par ailleurs, des zones rurales recevaient parfois à tour de rôle des rations destinées à l'ensemble du gouvernorat ou à des zones particulières. Les zones urbaines (grandes et petites villes) ont peu reçu, bien qu'il y ait eu une tentative d'identification des ménages les plus pauvres dans une ville importante. Entre les mois de juillet et octobre 1994, quelque 350.000 bénéficiaires par mois ont été touchés par le programme d'aide alimentaire de l'ONU dans le nord de l'Irak. Pendant l'hiver de 1994/5, le nombre devait atteindre 750.000 par mois. Les rations étaient composées de farine de blé, d'huile végétale, de lentilles et de sucre. Le programme de pétrole de l'UNICEF en 1993/4 a assuré d'abord une distribution universelle. Les distributions successives ont ciblé les agents de santé, les enseignants, des zones urbaines et villages collectifs sélectionnés, les fonctionnaires et les retraités. Un programme semblable était envisagé pour l'hiver 1994/5.

Le Département alimentaire, le Croissant Rouge Turc (CRT) et toute une série d'ONG ont figuré parmi les autres donateurs de vivres. Les allocations sporadiques de vivres du GI au Département Alimentaire étaient généralement dirigées sur les

grandes et petites villes. Le CRT visait à fournir une part de nourriture à chaque ménage urbain dans le nord de l'Irak sur une période de douze mois. Néanmoins, il a également donné des rations supplémentaires à plusieurs institutions dont des orphelinats, des hôpitaux et des centres de santé. Plusieurs ONG avaient réussi à cibler un nombre réduit de ménages pauvres grâce à l'évaluation individuelle et à l'emploi de comités locaux (Silva-Barbeau et al., 1994).

En dépit des efforts de certains donateurs pour cibler les ménages plus pauvres et des groupes vulnérables particuliers, l'enquête a prouvé que les ménages pauvres et non-pauvres recevaient sensiblement le même volume d'aide. Des recommandations visant à améliorer le ciblage de l'aide alimentaire ont été formulées pour chacun des différents types de zones résidentielles. Celles-ci ont tenu compte des résultats de l'enquête, des objectifs du programme d'assistance de base et des difficultés politiques de cibler les vivres au niveau des ménages.<sup>5</sup>

### *Les villages collectifs*

L'enquête a révélé que la plupart des ménages vivait au dessus de tous les seuils de pauvreté utilisés, bien que les villages collectifs eussent la proportion plus importante de ménages pauvres. La distribution générale de rations à tous les ménages dans les villages collectifs a donc entraîné des fuites considérables. Arrêter complètement la distribution générale dans les villages collectifs a été jugé impossible en termes politiques et dangereux pour l'organisme de distribution. Néanmoins, réduire la fréquence des distributions générales et utiliser la nourriture ainsi gagnée dans le cadre d'un autre programme ciblé semblait représenter un moyen réaliste de rediriger la nourriture vers les ménages les plus pauvres. La concentration des vivres supplémentaires sur ces ménages pourrait être décidée par des comités dans les villages collectifs. Ces comités auraient à identifier, en fonction des dimensions du village, un certain nombre de ménages pauvres à cibler.

Il a été suggéré que les projets de vivres-contre-travail soient destinés initialement

---

<sup>5</sup> Voir WARD et RIMMER (1994) pour une discussion plus détaillée des conséquences pour les orientations de la politique générale.

aux villages réinstallés plutôt qu'aux villages collectifs. A plus long terme, dans des villages collectifs que les ménages ne souhaitaient pas quitter, le système de vivres-contre-travail pourrait permettre d'améliorer les infrastructures.

### *Les villes et les grandes villes*

L'enquête a permis de constater que le programme de distribution alimentaire n'avait pas bien servi les pauvres en zone urbaine dans le nord de l'Irak. Environ 52 pour cent des pauvres habitaient des villes et des grandes villes, mais un tiers d'entre eux n'avait pas reçu d'assistance. Les fuites vers les non-pauvres, à cause de la distribution universelle par de nombreux donateurs dans les centres urbains, étaient importantes. Trois options pour rediriger la nourriture des non-pauvres vers les pauvres ont été envisagées : le ciblage géographique des quartiers pauvres dans les villes et les grandes villes ; la réduction ou l'interruption de la distribution universelle de vivres dans les centres urbains et le reciblage des vivres sur les pauvres par l'intermédiaire de comités locaux ; l'utilisation du système de vivres-contre-travail pour l'attribution des vivres.

Deux tentatives de ciblage des vivres PAM sur les plus pauvres dans les centres urbains par l'intermédiaire de comités locaux avaient déjà démarré au moment de l'enquête. En cas de résultats satisfaisants, il était prévu d'élargir le système de ciblage par l'intermédiaire de comités locaux à toutes les zones urbaines. Une fois que ces dispositions auraient été mises en place, le PAM pourrait augmenter l'allocation pour les centres urbains. Par ailleurs, il faudrait encourager d'autres donateurs à utiliser le système. L'objectif serait de fournir des vivres à tous les pauvres sur une base régulière, au moins tous les deux mois. A la longue, l'arrêt total de la distribution alimentaire universelle dans les centres urbains était envisagé. L'option des vivres-contre-travail n'a pas été jugée convenable en zone urbaine, à cause des difficultés de mettre en oeuvre des projets de vivres-contre-travail suffisamment importants pour toucher les nombreux pauvres en milieu urbain. Tant les ressources que la capacité administrative faisaient défaut. Le ciblage géographique a été suggéré comme alternative pour le cas où le ciblage par l'intermédiaire de comités n'atteindrait pas les objectifs.

### *Les villages ruraux*

Le taux de sous-couverture a atteint son maximum, 53 pour cent, dans les villages ruraux. L'importance potentielle de l'aide alimentaire pour le soutien de la réinstallation et de la réhabilitation a également été soulignée. De concert avec toutes les organisations intervenant sur le plan de la réinstallation, il a été recommandé au PAM de fournir une ration mensuelle sur 6 à 12 mois pour tous ceux qui regagnaient leurs villages. Ceci permettrait de soutenir les ménages réinstallés pendant qu'ils se mettaient à reprendre leur vie. Par ailleurs, la fourniture d'un crédit alimentaire important pour ceux qui se réinstallaient dans les villages, associé à une réduction des distributions dans les villages collectifs, inciterait les ménages à rentrer chez eux.

En plus du soutien accordé pendant la première année de réinstallation, il y avait de bons arguments en faveur d'un programme pilote de vivres-contre-travail, notamment dans des villages dépourvus d'infrastructure sociale et économique. La durée du programme serait décidée d'avance. Les ménages pauvres fournissant de la main-d'oeuvre pour la restauration des routes, des écoles, des cliniques et des systèmes d'eau et d'assainissement ou pour le reboisement, etc., recevraient des vivres en compensation.<sup>6</sup> Des représentants des villages cibles auraient un rôle dans l'identification des projets. Le PAM aurait la responsabilité globale du programme, aussi bien pour suivre ses activités que pour organiser les apports complémentaires nécessaires. La mise en oeuvre pourrait être sous-traitée à quelques-unes des nombreuses organisations, dont les services des autorités régionales, ainsi que des ONG nationales et internationales, qui intervenaient déjà dans le domaine de la reconstruction et souhaitaient voir augmenter le soutien des bailleurs de fonds. La distribution inconditionnelle de vivres à des ménages n'ayant pas de membre susceptible d'être employé pourrait également faire partie du programme afin

---

<sup>6</sup> L'idée d'utiliser le système de vivres-contre-travail dans le nord de l'Irak n'était pas nouvelle. Le rapport HCR (1992) sur le nord de l'Irak avait reconnu les dangers de continuer les distributions alimentaires à une proportion importante de la population. Le rapport prétend que l'aide alimentaire pourrait être gérée à travers le système de vivres-contre-travail, axé sur des activités de réhabilitation. Par ailleurs, le PAM avait déjà accordé son soutien à un nombre réduit d'actions de vivres-contre-travail (reboisement).

d'éviter l'exclusion de ces ménages vulnérables, dont la sélection devrait être faite par la communauté locale.

### *Les ménages déplacés*

D'après les résultats de l'enquête, la plus grande partie des ménages inscrits à la liste des déplacés dans le gouvernorat de Suleymaniyah vivait effectivement en dessous du seuil de pauvreté. Il aurait été difficile de supprimer les droits à la distribution alimentaire des 40 pour cent des ménages vivant au dessus du seuil de pauvreté. La politique générale de fournir une aide alimentaire régulière aux ménages déplacés semblait donc représenter une stratégie raisonnable pour le ciblage d'une partie du programme d'assistance de base.

### *Cibler le programme de pétrole*

Par le passé, en plus d'une distribution universelle de pétrole, une partie du programme avait ciblé les fonctionnaires et les retraités. Dans le cas des retraités, il s'agissait de les aider à supporter les dures conditions d'hiver. La distribution aux fonctionnaires représentait aussi bien une stratégie de réduction de la pauvreté, compte tenu des bas salaires des employés du secteur public, qu'un moyen de soutenir l'administration de la région. L'enquête a indiqué que presque les deux tiers de ceux qui avaient un emploi rémunéré, pour la plupart des fonctionnaires, n'étaient pas pauvres. La distribution aux fonctionnaires ne constituait donc pas un moyen efficace de cibler les ménages pauvres, bien que son emploi pour soutenir l'administration pouvait encore se justifier. Dans la mesure où l'objectif était de cibler les ménages pauvres, il a été suggéré que le ciblage du pétrole en zone urbaine pourrait être assuré par les comités locaux qui devaient s'occuper de la distribution alimentaire. Il a été jugé impossible de cibler le pétrole au niveau des ménages en dehors des zones urbaines ; une telle démarche serait probablement inacceptable pour la population et donc dangereuse pour l'organisation de distribution.

## **5. Les méthodes de recherche formelles et informelles**

L'enquête décrite dans cette étude de cas a été menée dans le but d'obtenir des informations pour le programme d'assistance de base dans le nord de l'Irak. Plus spécifiquement, les données collectées devaient permettre de quantifier la situation géographique et les caractéristiques des ménages les plus pauvres, ainsi que d'augmenter la concentration de l'assistance de base sur ces ménages. L'enquête devait également fournir des informations aux autorités responsables de l'élaboration des politiques sur le niveau global de pauvreté au sein de la population. Une enquête par sondage semblait présenter le seul moyen viable de rassembler ces informations. En collectant des données auprès d'un échantillon aléatoire de ménages selon une série de critères normalisés, l'enquête permettrait de faire des estimations de la prédominance de la pauvreté au sein de la population dans son ensemble et de sous-groupes importants. Il serait possible d'en dégager des estimations du nombre total de ménages vivant en dessous d'un seuil donné, ainsi que de vérifier les caractéristiques susceptibles d'identifier les ménages pauvres. Les taux estimés de sous-couverture et de fuite pourraient être calculés. Ces différents indicateurs se sont avérés utiles sur le plan de l'évaluation des programmes actuels et de la formulation des politiques générales. Ils ont été obtenus à un coût raisonnable et opportunément. Ils n'auraient pas été disponibles si des techniques plus informelles avaient été utilisées.

Par contre, les techniques informelles ont permis de comprendre le processus d'appauvrissement touchant la population et de mettre au point un questionnaire portant sur des indicateurs de pauvreté propres au contexte. Cette compréhension a également servi de base à l'évaluation de la plausibilité des résultats. Néanmoins, ces techniques n'auraient pu remplacer l'enquête par sondage. Compte tenu des informations requises, une enquête sur les dépenses des ménages à partir d'un échantillon choisi au hasard s'imposait. Nous jugeons peu judicieuse la tendance actuelle dans une partie de la documentation à rejeter de telles enquêtes en faveur de techniques plus informelles. Les deux formes d'interrogation peuvent jouer le rôle utile de réunir des informations permettant d'évaluer et d'orienter les politiques d'aide alimentaire et d'autres programmes de transfert de revenu.

### **Les avantages d'une enquête par sondage**



L'enquête a adopté la méthodologie classique. Un questionnaire standardisé a été mis au point et des enquêteurs ont été formés à l'utiliser. L'échantillon de ménages a été tiré au hasard à partir d'un modèle stratifié à deux étapes, ce qui a eu pour avantage principal de permettre la production d'estimations quantitatives d'une précision connue. L'échantillonnage ayant été aléatoire, il était possible de calculer des mesures estimées s'appliquant à la population toute entière. A titre d'exemple, la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté absolue et la proportion de femmes souffrant de carences énergétiques chroniques constituaient des critères utiles en matière d'évaluation du bien-être global de la population. En association avec une population approximative, il était également possible d'estimer le nombre de ménages (ou d'individus) dans une catégorie donnée. A condition d'avoir un échantillon suffisamment important tiré de sous-groupes de population, les estimations concernant ces sous-groupes pouvaient également être faites avec une précision acceptable et connue. A titre d'exemple, les estimations de la proportion de ménages vivant en dessous d'un seuil de pauvreté donné ont servi à comparer l'envergure du phénomène de la pauvreté dans les différentes couches et, par là, à calculer dans quelle mesure la politique de concentrer l'aide alimentaire sur les villages collectifs avait permis d'atteindre les ménages les plus pauvres au sein de la population. Il était également possible de mener des tests statistiques pour comparer les sous-groupes. Ces avantages des enquêtes par sondage sont bien connus ; nous les répétons uniquement pour souligner le fait que ces caractéristiques des données ont renforcé l'utilité des conclusions en termes d'évaluation et d'élaboration des politiques générales dans le nord de l'Irak.

Si les indicateurs ont été normalisés entre les ménages, ils n'ont pas pour autant "compartimenté la réalité des sondés selon les catégories et les intérêts du chercheur" (Chambers, 1994). Le questionnaire reflétait certainement les intérêts des chercheurs, dans le sens qu'il devait identifier les ménages les plus pauvres afin de mieux cibler le programme d'aide. Néanmoins, une grande partie des questions utilisées ont été élaborées par rapport à la population intéressée, afin de refléter ses caractéristiques particulières et de mesurer les variables associées à la pauvreté au sein de cette population. Dans l'économie fortement monétisée du nord de l'Irak, une enquête simplifiée sur les dépenses représentait un moyen approprié d'évaluer la pauvreté (sans oublier un élément limité de production familiale). Si cela n'avait

pas été le cas, d'autres indicateurs de pauvreté auraient pu être mesurés d'une façon normalisée afin d'en dégager des estimations pour l'ensemble de la population et permettre la comparaison des sous-groupes. En effet, quelques-uns de ces indicateurs éventuels ont fait partie du questionnaire afin de pouvoir vérifier les dépenses par recoupement, voire de les remplacer en cas de besoin. Là encore, il est courant d'élaborer des questionnaires et de mener des tests préalables afin de s'assurer qu'ils sont applicables à la population. Les enquêtes par sondage n'omettent pas forcément des éléments jugés fondamentaux par la population en question ; ce serait une erreur, puisque ces éléments seront probablement intéressants.

L'emploi d'indicateurs multiples dans le cadre de l'enquête a présenté plusieurs avantages. Tout d'abord, si les tests préalables du questionnaire avaient indiqué que les questions concernant les dépenses susciteraient des réponses plus ou moins exactes, disposer d'indicateurs alternatifs de pauvreté permettrait d'avoir une position de repli pour le cas où les données de l'enquête complète s'avèreraient douteuses. Plusieurs approches différentes ont été adoptées en vue de juger de sa validité. Cette évaluation de la qualité des données, après l'enquête mais avant toute analyse des données, a facilité le contrôle de cette variable. Aucune de ces évaluations n'est concluante, mais considérées conjointement elles indiquent que l'utilisation des données sur les dépenses était justifiée. Dans le cas contraire, certains des indicateurs socio-économiques supplétifs auraient pu être utilisés à la place des données sur les dépenses, qu'ils ont également servi à compléter afin de tenir compte de certains aspects de la pauvreté non liés au revenu. La question concernant les sources de revenu a été particulièrement utile à cet égard.

Deuxièmement, l'emploi d'indicateurs multiples a permis d'évaluer aussi la cohérence des différents indicateurs. La compatibilité des données sur les dépenses avec l'IMC a été d'un intérêt particulier. Il y a deux façons d'étudier cette cohérence. Plus profondément, si l'on estime que différentes variables mesurent la même chose, il est possible d'évaluer la convergence entre elles au niveau des ménages. Dans ce sens, la convergence entre les indicateurs de pauvreté et l'ampleur des carences énergétiques des adultes n'était pas marquée. Une régression des moindres carrés ordinaires de l'IMC sur les dépenses par UC, en ajoutant dans

ce cas l'aide reçue par UC, était extrêmement significative ( $b = 0,00072$  ;  $p < 0,01$ ). Néanmoins, comme il s'agissait d'identifier les groupes plus vulnérables, une classification réciproque des indicateurs de pauvreté des ménages avec les proportions de femmes souffrant de CEC, selon le Tableau 6, est plus pertinente. Un test de tendance n'est pas significatif. Il est évident que les deux variables ne mesurent pas la même chose. S'il aurait été préférable de trouver une corrélation plus forte, cela n'est pas une surprise. Certaines études ont constaté une corrélation entre le revenu et la consommation alimentaire des ménages d'un côté et, de l'autre, un faible IMC, mais la convergence entre l'IMC et les autres catégories est loin d'être complète (Shetty et James, 1994).

**Tableau 6**  
**Proportions de femmes adultes souffrant de CEC par position**  
**économique du ménage**

Position du ménage	Nombre de femmes dans la catégorie	% IMC inférieur à 18,5
Pas pauvre	1198	10,6
Pauvre - < 2/3 de la moyenne	495	13,6
Pauvre - < 1/3 de la moyenne	61	14,3
<b>Total</b>	<b>1754</b>	<b>11,6</b>

Notes : 1.  $\chi^2$  test de tendance = 2,74 p >0.05.

2. Le nombre de femmes représente le nombre pondéré, corrigé de l'effet de conception.

3. La position économique du ménage est définie ici selon les dépenses plus l'aide reçue par UC.

Le deuxième test de cohérence intervient au niveau agrégé (écologique). Ceci reconnaît que les deux variables mesurent des choses plutôt différentes. Néanmoins, si les deux sont jugées importantes, le degré de convergence au niveau agrégé est pertinent. A titre d'exemple, la constatation que la fréquence de la pauvreté était considérablement moins marquée dans le gouvernorat de Dohuk, traitée à part, aurait indiqué l'opportunité de rediriger l'aide vers un autre gouvernorat. Cette recommandation n'a pas été faite parce que les niveaux de CEC à Dohuk ne se sont pas avérés plus faibles que dans les autres gouvernorats ; en effet, ils étaient plus élevés qu'à Erbil. Si une cohérence plus marquée entre ces indicateurs aurait permis une interprétation moins ambiguë des constatations, il était quand même utile d'être au courant du manque de cohérence. Ceci a permis de nuancer les recommandations, ce qui n'aurait pas été le cas si un seul indicateur avait été disponible et si la complexité n'avait pas été repérée.

Une autre critique formulée à l'encontre des enquêtes formelles sur les ménages est qu'elles sont lentes et coûteuses. Comme d'autres l'ont affirmé, ceci n'est pas forcément le cas (voir, par exemple, l'introduction de Casley *in* Kumar, 1993).

L'enquête dans le nord de l'Irak a duré cinq mois de la conception au rapport provisoire. Le coût total de l'enquête a été inférieur à 60.000\$US, une faible proportion du budget d'aide à la région pour l'année. Les résultats, qui avaient des implications claires et évidentes pour le programme d'aide, étaient applicables parce qu'ils étaient présentés dans un délai assez bref.

Il convient, cependant, de reconnaître quatre éléments spécifiques dont l'enquête a pu tirer profit. Premièrement, du fait de la valeur extrêmement faible du dinar par rapport au dollar US, et de l'essence bon marché, les coûts étaient sensiblement moins élevés qu'ils ne l'auraient été autrement. Deuxièmement, la présence d'une équipe d'enquêteurs et de responsables de terrain bien instruits et expérimentés a facilité le recrutement de personnel de bonne qualité. Comme il était relativement facile de trouver du personnel compétent (et des ordinateurs) dans le pays, l'introduction des données a été rapide et peu coûteuse. Troisièmement, s'il existait encore des conflits et des mouvements de population en détresse, la plupart des gens se trouvait dans leur lieu de résidence habituel et il était généralement possible d'identifier, dans un cadre administratif, ceux qui ne l'étaient pas. Quatrièmement, le système d'agents alimentaires et d'agents s'occupant des personnes déplacées assurait un cadre d'échantillonnage commode dans des zones d'installation plus importantes. Cinquièmement, du fait de l'économie extrêmement monétisée, les dépenses représentaient un indicateur raisonnablement précis et sans ambiguïté de pauvreté pour des fins de recherche.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de problèmes au sujet de l'enquête. Plusieurs difficultés sont énoncées dans la section concernant la qualité des données, dont l'impossibilité de visiter certaines des grappes de sondage et la découverte de réponses inexactes à certaines questions. Toutes les estimations faites étaient approximatives et ont pu souffrir jusqu'à un certain point d'erreur de mesure et d'erreurs systématiques de sélection. Néanmoins, même les estimations approximatives ont été d'une grande utilité et n'auraient tout simplement pas pu être établies grâce aux seules techniques informelles.

### **L'utilité des techniques informelles**

Nous affirmons que des méthodes formelles et quantitatives sur la base de la théorie d'échantillonnage présentent plusieurs avantages prépondérants en termes d'évaluation des programmes de transfert de revenu. Toutefois, des techniques plus informelles qui utilisent l'échantillonnage à choix intentionnel ou de commodité sont évidemment utiles dans des circonstances particulières. En ce qui concerne les questions abordées lors de cette étude, des techniques informelles ont été les précurseurs et compléments de l'enquête formelle. Elles ont permis de se faire une idée des processus d'appauvrissement des ménages et des stratégies adoptées afin d'atténuer les effets. Elles ont suggéré des indicateurs pouvant éventuellement permettre de distinguer les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables et ont identifié des types particuliers de ménages exposés aux grands risques. Des techniques informelles ont également servi à peaufiner ces indicateurs lors de la mise au point du questionnaire. Des discussions en groupes thématiques ont été menées afin d'évaluer l'utilité des différentes variables et d'identifier les catégories et les questions les plus appropriées pour les mesurer. Ces sessions ont également identifié les personnes les plus appropriées à sonder, ainsi que la durée idéale de la période de référence pour chaque variable.

Les résultats de l'enquête n'ont apparemment pas confirmé certaines des conclusions des techniques informelles. En particulier, il semble que le niveau élevé de pauvreté escompté n'existait pas dans le cas de plusieurs groupes, dont par exemple les villages collectifs et les ménages ayant un chef féminin. Dans le cas des villages collectifs, il était de l'intérêt d'une série de communautés sophistiquées en termes politiques de se présenter comme particulièrement pauvres, afin de maintenir le flot d'aide. S'il y avait aussi un certain scepticisme, de nombreux acteurs considéraient que les populations des villages collectifs étaient beaucoup plus pauvres que d'autres. Cette attitude se reflétait aussi bien dans la politique d'aide alimentaire que dans leur identification comme groupe vulnérable par Silva-Barbeau et al (1994). C'est l'enquête standardisée, formelle, où les entretiens ont été menés par des enquêteurs locaux, qui a fourni les preuves que de nombreux ménages dans les villages collectifs avaient un niveau de vie comparable à celui des ménages installés ailleurs et ceci en dépit du fait que de nombreux ménages recevaient une ration alimentaire mensuelle, qui aurait plutôt tendance à réduire les estimations des dépenses des ménages avant les transferts.

## **6. Conclusion**

Nous affirmons dans ce document que les méthodologies formelles ne présentent pas forcément les faiblesses soulignées par certains observateurs : coût élevé, manque de souplesse et délais de dépouillement inacceptablement longs. L'étude de cas du Nord de l'Irak donne un exemple du coût relativement faible, de la souplesse et de la rapidité d'une enquête bien gérée. Par ailleurs, la possibilité de résultats trompeurs de l'enquête par sondage a été minimisée. L'utilisation de techniques informelles pour comprendre le processus d'appauvrissement a permis d'intégrer des indicateurs de pauvreté propres au contexte. L'étude n'a donc pas eu à compter exclusivement sur un indicateur de pauvreté basé sur les dépenses.

Grâce à l'enquête, des estimations quantitatives de l'ampleur du phénomène de pauvreté et de sa distribution ont pu être faites et l'exactitude du ciblage du programme d'aide d'urgence a pu être mesurée. Ceci prouve que des techniques de recherche formelles peuvent représenter un outil important de conception, de suivi et d'évaluation de programmes d'aide d'urgence. On ne peut pas s'attendre à ce que des techniques informelles produisent le genre d'estimations quantifiées concernant la population et les sous-groupes qui permettraient d'aborder les questions clefs d'orientation de la politique générale. Compte tenu des informations requises, une enquête sur les dépenses des ménages, à partir d'un échantillon choisi au hasard, était indispensable. La tendance actuelle que reflète une partie de la documentation à écarter de telles enquêtes en faveur de techniques plus informelles semble hors de propos. Les deux types d'investigation ont un rôle utile à jouer lorsqu'il s'agit de rassembler des informations permettant d'évaluer et d'orienter les politiques de l'aide alimentaire et d'autres programmes de transfert de revenu. Il est peu judicieux de rejeter les enquêtes par sondage, sous prétexte qu'elles ne sont pas appropriées, en l'absence d'une évaluation méticuleuse des informations requises et des moyens opportuns d'obtenir celles-ci.

## Références

Bennett, S., T. Woods, W. Liyanage and D. Smith, (1991) 'A simplified general method for cluster-sample surveys of health in developing countries', *Rapp. trimest. statist. sanit. mond.* 44, pp. 98-106.

Chambers, R. (1983) *Rural Development: Putting the Last First*, Harlow: Longman.

Chambers, R. (1988) *Poverty in India: Concepts, Research and Reality*, IDS Discussion Paper No. 241. University of Sussex: Institute of Development Studies.

Chambers, R. (1994) 'All Power Deceives', *IDS Bulletin* Vol. 25 No. 2.

Drèze, J. et A. Sen (1989) *Hunger and Public Action*, Oxford: Clarendon Press.

Drèze, J. et H. Gazdar (1992) 'Hunger and Poverty in Iraq', *World Development* Vol. 20 No. 7, pp. 921-45.

FAO/OMS/UNU (1985) 'Energy and protein requirements'. Rapport d'une consultation spécialiste conjointe FAO/OMS/UNU. Tech. Rep. Ser. 724. Genève: OMS.

Ferro-Luzzi, A. et al. (1992) 'A Simplified Approach of Assessing Chronic Energy Deficiency' *European Journal of Clinical Nutrition* 46, pp. 173-86.

HCR (1992) 'UNHCR Report on Northern Iraq April 1991 to May 1992'. Genève: HCR (miméo).

Keen, D. (1993) *The Kurds in Iraq: How Safe is their Haven Now?*. London: Save the Children Fund.

Kumar, K. (ed.) (1993) *Rapid Appraisal Methods*, World Bank Regional and Sectoral Studies. Washington DC: Banque Mondiale.



Omer Mukhier, M. (1994) 'Methodology for identifying vulnerable groups in N. Iraq', London, ODA (miméo).

OMS (1988) *The EPI Coverage Survey*, Genève: OMS.

Shetty, P.S. et W.P.T. James (1994) *Body Mass Index. A Measure of Chronic Energy Deficiency in Adults*. Rome: FAO.

Silva-Barbeau, I., G. Templer and P. Ward (1994) 'Methodology for measuring basic needs requirements and identifying vulnerable groups', Washington DC: USAID (miméo).

Ward, P. et Rimmer, M. (1994) 'Targeting basic assistance in northern Iraq: findings from a household expenditure survey', London: ODA (miméo).



**Codes des ménages sur la liste :**

**Première visite**

- 1 = sondé
- 2 = absent (revisiter)
- 3 = en dehors de la zone
- 4 = dans la zone mais pas requis
- 5 = refus (remplacer)
- 6 = maison introuvable

**Deuxième visite**

- 1 = sondé
- 2 = absent (remplacer)

Nombre total de questionnaires ci-joint : ----- Vérifié par : ---



1 = travail non salarié/salarié (pas 3)	6 = travaux ménagers
2 = agriculture	7 = études
3 = du travail mais cherche à compléter	8 = travail non rémunéré
4 = chômage	9 = retraité
5 = incapable de travailler à cause de maladie ou de handicap	10 = autre
	99 = pas déclaré

## Section 2 Au sujet du ménage

Question	Code	Réponse
Type de ménage	Déplacé avant 1991 =1	----
	Déplacé pendant/après 1991 =2	
	Réinstallé =3	
	Rapatrié récemment =4	
	Autre =5	
	Pas déclaré =9	
Propriété de la maison	Maison à soi =1	----
	Louée =2	
	Squattée =3	
	Gouvernementale =4	
	Loyer gratuit =5	
	Autre =6	
	Pas déclarée =9	
Source d'eau potable	Canalisation =1	----
	Colonne d'alimentation =2	
	Puits =3	
	Surface =4	
	Autre =5	
	Pas déclarée =9	

## Section 3 Consommation du ménage

**\*\*DEUX SEMAINES\*\***

a) Consommation alimentaire de base pendant les deux semaines passées

Veillez indiquer la nourriture consommée, pendant les deux semaines passées, par tous les membres du ménage, selon la liste ci-après. Mentionnez la nourriture achetée, donnée, récoltée, prise des réserves.

	<b>Quantité consommée pendant les deux dernières semaines</b>		
Produit	Source		
	Achat Qté/kg	Récolte/stock Qté/kg	Don Qté/kg
Farine de blé			
Grains de blé			
Farine d'orge			
Graines d'orge			
Riz			
Pois chiches/lentilles			

**\*\*\*DEUX SEMAINES\*\*\***

b) Quelle est la valeur approximative des produits animaux consommés par la famille pendant les deux semaines passées (en dinars) ?

oeufs -----  
yaourt/lait -----  
viande -----

**Total**

c) Veuillez préciser toute l'aide alimentaire reçue par la famille pendant les trois derniers mois selon la liste ci-après (mentionnez l'aide reçue de toutes sources et pas seulement du Département alimentaire) :

**\*\*TROIS MOIS\*\***

Aide alimentaire reçue pendant les trois derniers mois					
Grains de blé (kg)	Farine de blé (kg)	Lentilles (kg)	Sucre (kg)	Huile (kg)	Riz (kg)

**Section 4 Dépenses du ménage**

**\*\*TROIS MOIS\*\***

a) Dépenses du ménage pendant les trois derniers mois :

Pendant les trois derniers mois	
Catégorie	Dépenses (dinars)
Chaussures et vêtements (sauf uniformes scolaires)	
Education	
Meubles et appareils ménagers	
Entretien de l'habitat	
Cérémonies, fêtes, funérailles	
Bijoux, montres, etc.	
Epargne	
Aide à d'autres familles	

**\*\*UN MOIS\*\***

b) Dépenses du ménage pendant le mois passé

Dépenses pendant le mois passé	
Poste	Dépenses (dinars)

Loyer			
Eau			
Frais médicaux			
Transports	En commun Privés		<b>Total (transp) ----</b>
Carburant	Gaz Electricité Pétrole Bois et charbon de bois Autre		<b>Total (carburant)  ----</b>

**\*\*DEUX SEMAINES\*\***

c) Dépenses du ménage pendant les deux semaines passées

<b>Pendant les deux semaines passées</b>			
Catégorie		Dépenses (Dinars)	
Nourriture et boissons (comptez les articles de la Section 3A)	Féculents, légumineuses, etc	---	Dépenses alimentaires totales  -----
	Produits animaux	---	
	Légumes et fruits	---	
	Confiserie	---	
	Autres : thé, sucré, huile, jus, autres produits	---	
Divers (toutes les dépenses qui ne sont pas couvertes dans le reste de la Section 4)	Produits de nettoyage, savon	---	Total des dépenses diverses  -----
	Divertissements, tabac, etc	---	
	Téléphone, timbres, etc	---	
	Toute dépense ne figurant pas ci-dessus	---	

**Section 5 Quelles sont les sources d'argent les plus importantes qui ont**



**permis au ménage de payer ce qu'il a consommé pendant les trois derniers mois ?**

Sources d'argent	Code
A) Plus importante	
B) Plus importante sauf une	
C) Plus importante sauf deux	
D) Plus importante sauf trois	

### Encodage

1=Emploi rémunéré      7=Aide de parents à l'étranger  
 2=Travail non salarié    8=Aide d'autrui  
 3=Agriculture            9=Emprunts sauf de la part de parents  
 4=Loyer et intérêts      10=Utilisation de l'épargne  
 5=Pension                11=Vente d'appareils ménagers et de biens  
 6=Aide de parents ici    12=Autre  
                                   99=Non déclarée

Enquêteur : Si un code = 11, passez à la section 6, sinon allez directement à la section 7.

**Section 6 Quels appareils ménagers ou biens ont été vendus ?**

**Encodage**

1=Soit maison, vêtements, ameublement de base, literie 3= (1)+(2)

2=Appareils électriques et autres (sauf 1) 9=pas déclaré

**Section 7**

a) Est-ce que vous stockez de la "zakhira" de blé ou d'orge ?

O=1, N=2

Enquêteur : Si 7a = 1, passez à 7b, sinon sautez jusqu'à la section 8.

b) Combien de temps dure-t-elle (semaines) ?

Semaines

**Section 8**

a) Est-ce que l'alimentation familiale a changé par rapport à la même époque de l'année dernière ?

O=1, N=2

Enquêteur : Si 8a) = oui, passez à 8b) ; sinon lisez les instructions finales.

b) De quelle façon l'alimentation familiale a-t-elle changé ?

**Encodage**

1=Amélioration 5=Plus d'un de (2,3,4)

2=Moins de viande 6=Autre

3=Moins de légumes 9=Non déclaré

4=Moins de nourriture/moins de repas

Enquêteur : Assurez-vous que **toutes** les femmes de plus de 18 ans qui ne sont pas enceintes ont été mesurées et indiquez le résultat en section 1. En cas de besoin, prenez un autre rendez-vous pour mesurer les femmes qui ne sont pas à la maison aujourd'hui.



## Annexe 2

### Les unités de consommation et le seuil de pauvreté absolue

#### Panier de produits définissant le seuil de pauvreté absolue

produit alimentaire	g./pers/j.	DI/pers.mois
farine de blé	146	65,7
orge	286	40,7
lentilles	55	44,5
huile végétale	23	44,2
sucré	42	45,3
légumes	300	45
thé	12	64,8
Autres dépenses essentielles		
frais médicaux		8
vêtements		82,5
loyer		50
électricité		3
pétrole		30
éducation		20
Total		543,8 DI

Source : Basé sur Tableau 3, Silva-Barbeau et al (1994).

- Notes :
1. La liste de produits alimentaires a été compilée suite à des entretiens avec des ménages pauvres à Erbil (centre-ville). Les quantités indiquées représentent le minimum requis pour atteindre une consommation de 2.200 calories par jour (norme OMS de référence pour un adulte de 25 ans).
  2. Le loyer représente le minimum proposé pour un studio dans le quartier plus délabré du centre-ville d'Erbil.

3. La consommation estimée de pétrole est de 2 litres/pers/j. pendant 4 mois de l'année (CARE) et de 0 pour le reste de l'année.
4. La quantité de thé consommée a été estimée à partir des entretiens.
5. La consommation d'orge est un phénomène nouveau ; les proportions du mélange blé/orge ont varié de 50 : 50 à 1 : 5. La quantité indiquée représente le mélange intermédiaire d'une mesure de farine de blé pour deux mesures d'orge.
6. Le chiffre indiqué pour les vêtements représente le prix de vêtements et de chaussures d'occasion pour un homme adulte pendant un an.
7. Le coût des frais médicaux tient compte de deux visites au médecin par an.
8. Le chiffre indiqué pour l'éducation représente une somme nominale pour l'uniforme et le déplacement.
9. Le chiffre indiqué pour l'électricité est le prix établi pour une maison à pièce unique dans le centre d'Erbil.

### **Les unités de consommation**

Les dépenses ont été normalisées à partir d'unités de consommation afin de pouvoir comparer les dépenses de ménages de différentes compositions démographiques. Les unités de consommation s'inspirent des unités standard de consommation nutritionnelle (FAO/OMS/UNU, 1985), simplifiées et, dans le cas des adultes, ajustées pour tenir compte du fait que les dépenses non alimentaires représentent un élément des dépenses. Il a été supposé que les dépenses étaient consacrées à 65% aux produits alimentaires et proportionnellement aux ratios des unités de consommation. Un niveau constant d'autres dépenses a été retenu pour les adultes, sans tenir compte de l'âge ou du sexe. Les unités de consommation ainsi établies figurent ci-après.

<b>Unités de consommation</b>		
Age	Masculine	Féminine
	Valeur de l'unité de consommation	
0 - 5	0,35	0,35
5 - 10	0,5	0,5
10 - 14	0,65	0,65
14 - 60	1	0,9
60 +	0,67	0,67



## **Sigles**

CRT	Croissant rouge turc
DI	Dinar irakien
GI	Gouvernement irakien
HCR	Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés
IMC	Indice de masse corporelle
KCS	Société de bienfaisance kurde
KSC	Save the Children kurde
PAM	Programme alimentaire mondial
PEI	Programme élargi d'immunisation
UC	Unité de consommation
UNICEF	Fonds des Nations-Unies pour l'enfance



## **Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation"**

L'objectif du Réseau "Aide d'Urgence et Réhabilitation" (RRN) est de faciliter la communication et l'échange d'idées et d'expériences entre membres clés des ONGs intervenant dans le domaine de l'aide d'urgence et de la réhabilitation. Les membres du réseau sont soit désignés par leur organisation, soit inscrits à titre individuel. Chaque année, les membres du réseau recevront 4 envois en anglais ou français : en mars et septembre le Bulletin d'Information et les Dossiers Thématiques et en juin et décembre, les Revues pluridisciplinaires sur l'actualité en matière de connaissances et techniques. Les membres du Réseau peuvent également obtenir des conseils sur tout problème technique ou opérationnel en faisant appel à l'expertise du ODI ou de ses partenaires européens. La cotisation annuelle varie selon le genre d'organisations.

Le RRN est administré par le ODI (Overseas Development Institute) en collaboration avec l'Association Européenne des Organisations Non-Gouvernementales pour l'Aide Alimentaire et l'Aide d'Urgence (EuronAid).

Le ODI est un institut de recherche indépendant, à but non-lucratif. L'Institut est engagé dans la recherche liée aux politiques sur un grand nombre de thèmes et problèmes affectant les relations économiques entre le Nord et le Sud et qui influencent les politiques sociales et économiques des pays en voie de développement.

EuronAid a pour but de fournir la logistique et des services financiers aux ONGs utilisant l'Aide Alimentaire de la CEE dans leurs programmes de développement et d'aide d'urgence. EuronAid est basé à la Haye et comprend 25 organisations membres et 4 ayant le statut d'observateur.

**Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter:**

*Relief and Rehabilitation Network - Overseas Development Institute  
Regent's College - Inner Circle, Regent's Park  
London NW1 4NS - Royaume Uni  
Tel: +44 (0) 171 487 7413 - Fax: +44 (0) 171 487 7590  
E-mail: [rrn@odi.org.uk](mailto:rrn@odi.org.uk)*